



Signataire : Cédric Jeanneret

Date de dépôt : 19 mars 2026

Question écrite urgente

Annulation de l'Assemblée citoyenne pour la démocratie

A la suite du vote en urgence du Grand Conseil du 13 février 2026 sur la résolution R 1083, l'Assemblée citoyenne pour la démocratie a été annulée. Ce projet, dont le lancement devait avoir lieu le 12 mars 2026, avait réuni des centaines de Genevoises et Genevois, parmi lesquels des jeunes et des personnes en situation de handicap, autour du même objectif : imaginer l'avenir de la démocratie genevoise et formuler des recommandations concrètes pour répondre à ses défis actuels, comme la faible participation aux urnes et un climat de défiance envers les autorités politiques. Ce dispositif était coordonné par le département de la cohésion sociale en partenariat avec l'Université de Genève, Caritas, l'Hospice général, la FASE, la FéGAPH, le Centre de Contact Suisses-Immigrés. Cette démarche pionnière allait placer Genève à l'avant-garde de la scène internationale et promettait une belle mise en perspective à l'occasion de l'année anniversaire des 500 ans du parlement genevois.

Mes questions sont les suivantes :

- 1) *Quelles sont les raisons qui ont conduit à annuler l'Assemblée citoyenne à moins d'un mois de sa tenue ? Comment le département justifie-t-il cette décision radicale ?***
- 2) *Comment l'annulation a-t-elle été communiquée et expliquée aux personnes inscrites et aux partenaires du projet ? Des excuses ont-elles été présentées aux partenaires et acteurs concernés ?***
- 3) *On a pu lire dans la presse et dans les communiqués de presse que les efforts engagés en matière d'innovation démocratique seront poursuivis : quelles sont les actions prévues ou connues en la matière ?***

- 4) *Est-ce que les compétences et budgets qui étaient dédiés au projet d'Assemblée citoyenne pourront être valorisés dans le cadre de soutiens à des initiatives de participation similaires ?*
- 5) *Le Conseil d'Etat ou la chancellerie jugent-ils opportuns d'inviter des actrices et acteurs d'expériences de participation citoyenne inspirantes implémentées ailleurs en Suisse (Ville de Neuchâtel, etc.), par exemple durant la manifestation « Semaine de la démocratie » ?*

Je remercie le Conseil d'Etat de l'attention qu'il portera à ces questions et, dans l'attente de ses réponses, lui fais part de l'assurance de ma parfaite considération.